

3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

DÉCISION N° 2012-PDG-0003

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 11° et 34° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 13 mai 2011 [(2011) Vol. 8, n° 19, B.A.M.F., section 3.2.1] du projet de Règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, L.R.Q., c. R-18.1, le tout, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 25 novembre 2011 [(2011) Vol. 8, n° 47, B.A.M.F., section 3.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la Loi au ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la Loi;

Vu le *Décret n° 930-2011 concernant le ministre délégué aux Finances*, 143 G.O. II, 4152, qui habilite le ministre délégué aux Finances à exercer notamment, sous la direction du ministre des Finances, les fonctions relatives à l'application de la Loi;

Vu la recommandation du Surintendant de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au ministre délégué aux Finances pour approbation

Fait le 18 janvier 2012.

Mario Albert
Président-directeur général

DÉCISION N° 2012-PDG-0004

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V 1.1 (la « Loi »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la Loi;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A 33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 13 mai 2011 [(2011) Vol. 8, n° 19, B.A.M.F., section 3.2.1] du projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (l'« Instruction générale »);

Vu les modifications apportées à ce projet à la suite de cette consultation;

Vu la publication du texte révisé du projet de l'Instruction générale

Vu la décision n° 2012-PDG-0003 en date du 18 janvier 2012, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* et a autorisé sa transmission au ministre délégué aux Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la Loi et au *Décret n° 930 2011 concernant le ministre délégué aux Finances*, 143 G.O. II, 4152;

Vu l'article 298 de la Loi prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu la recommandation du Surintendant de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité établit la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La présente décision prend effet le 28 février 2012.

Fait le 18 janvier 2012.

Mario Albert
Président-directeur général

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscritesⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, la modification à l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites.*

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 18 janvier 2012, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le 28 février 2012. La modification à l'instruction entrera également en vigueur à cette date.

L'arrêté ministériel approuvant les règlements a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 22 février 2012 et est reproduit ci-dessous.

Le 24 février 2012

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

4. Outre le mode de convocation prévu au premier alinéa de l'article 3, le secrétaire de l'Ordre peut également convoquer l'assemblée générale annuelle au moyen d'un avis de convocation publié ou inséré dans une publication que l'Ordre adresse à chaque membre de l'Ordre au moins 30 jours avant la date de la tenue de cette assemblée.

Dans ce cas, le secrétaire adresse à chaque administrateur nommé conformément à l'article 78 du Code des professions, au moins 30 jours avant la date de la tenue de l'assemblée, un exemplaire de la publication dans laquelle cet avis a été publié ou inséré de même que tout autre document adressé aux membres de l'Ordre pour cette assemblée.

5. Le quorum d'une assemblée générale de l'Ordre est fixé à 50 membres.

SECTION III SIÈGE DE L'ORDRE

6. Le siège de l'Ordre est situé dans le territoire de la Ville de Montréal.

SECTION IV DISPOSITIONS FINALES

7. Le présent règlement remplace le Règlement sur les affaires du Conseil d'administration, le comité exécutif et les assemblées générales de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (c. C-26, r. 282).

8. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

57087

A.M., 2012

**Arrêté numéro V-1.1-2012-01 du ministre délégué
aux Finances en date du 2 février 2012**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

VU que les paragraphes 11° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le décret n° 930-2011 du 14 septembre 2011 (2011, *G.O.* 2, 4152) concernant le ministre délégué aux Finances prévoit que le ministre délégué aux Finances exerce, sous la direction du ministre des Finances, les fonctions relatives à l'application de la Loi sur les valeurs mobilières;

VU que le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites a été approuvé par l'arrêté ministériel n° 2009-04 du 9 septembre 2009 (2009, *G.O.* 2, 4768A);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 8, n° 19 du 13 mai 2011;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 18 janvier 2012, par la décision n° 2012-PDG-0003 le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre délégué aux Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 2 février 2012

Le ministre délégué aux Finances,
ALAIN PAQUET

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (R.R.Q., c. V-1.1, r. 10) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « courtier sur le marché dispensé », des suivantes :

« « disposition de l'ACFM » : un règlement intérieur, une règle, un règlement ou une politique de l'ACFM figurant à l'Annexe H, et ses modifications;

« « disposition de l'OCRCVM » : un règlement intérieur, une règle, un règlement ou une politique de l'OCRCVM figurant à l'Annexe G, et ses modifications; ».

2. L'article 3.16 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'OCRCVM à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'ACFM à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. ».

3. L'article 9.3 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* à *q* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* à *m* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. ».

4. L'article 9.4 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* à *q* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les dispositions visées aux sous-paragraphes *a* à *k* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. ».

5. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe F, des suivantes :

« ANNEXE G

DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE L'OCRCVM
(article 9.3)

Disposition du règlement	Disposition de l'OCRCVM
article 12.1 [<i>Obligations en matière de capital</i>]	1. Règle 17.1 des Règles des courtiers membres; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i> – Partie I, État B, «Notes et directives»
article 12.2 [<i>Convention de subordination – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 5.2 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 5.2A des Règles des courtiers membres
article 12.3 [<i>Assurance – courtier</i>]	1. Règle 400.2 des Règles des courtiers membres [<i>Police d'assurance des institutions financières</i>]; 2. Règle 400.4 des Règles des courtiers membres [<i>Montants exigés</i>]; 3. Règle 400.5 des Règles des courtiers membres [<i>Restrictions relatives aux articles 2, 3 et 4 de la présente Règle</i>]
article 12.6 [<i>Cautionnement ou assurance global</i>]	1. Règle 400.7 des Règles des courtiers membres [<i>Polices d'assurance globale</i>]
article 12.7 [<i>Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 17.6 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 400.3 des Règles des courtiers membres [<i>Avis de résiliation</i>]; 3. Règle 400.3B des Règles des courtiers membres [<i>Résiliation ou annulation</i>]
article 12.10 [<i>États financiers annuels</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i>
article 12.11 [<i>Information financière intermédiaire</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i>
article 12.12 [<i>Transmission de l'information financière – courtier</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>];

<p>paragraphe 3 de l'article 13.2 <i>[Connaissance du client]</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Paragraphe (a) à (n) de la Règle 1300.1 des Règles des courtiers membres <i>[Identité et solvabilité]</i>; 2. Règle 1300.2 des Règles des courtiers membres; 3. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie II <i>[Ouverture de comptes]</i>; 4. Formulaire 2, <i>Formulaire d'ouverture de compte</i>
<p>article 13.3 <i>[Convenance au client]</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 1300.1(o) des Règles des courtiers membres <i>[Conduite professionnelle]</i>; 2. Règle 1300.1(p) des Règles des courtiers membres <i>[Convenance en général]</i>; 3. Règle 1300.1(q) des Règles des courtiers membres <i>[Évaluation de la convenance requise en cas de formulation de recommandations]</i>; 4. Règle 1300.1(r) et Règle 1300.1(s) des Règles des courtiers membres <i>[Évaluation de la convenance non requise]</i>; 5. Règle 1300.1(t) des Règles des courtiers membres <i>[Approbation de la Société]</i>; 6. Règle 2700 des Règles des courtiers membres, partie I <i>[Convenance au client]</i>; 7. Règle 3200 des Règles des courtiers membres <i>[Normes minimales pour les courtiers membres qui désirent obtenir l'approbation en vertu de l'article 1(t) de la Règle 1300 pour une dispense d'évaluation de la convenance visant les opérations qui ne font pas l'objet d'une recommandation du courtier membre]</i>
<p>article 13.12 <i>[Restriction en matière de prêts aux clients]</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 100 des Règles des courtiers membres <i>[Couverture prescrite]</i>
<p>article 13.13 <i>[Mise en garde concernant le recours à un emprunt]</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 29.26 des Règles des courtiers membres
<p>article 13.15 <i>[Traitement des plaintes]</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 2500B des Règles des courtiers membres <i>[Traitement des plaintes de clients]</i>; 2. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie VIII <i>[Plaintes de clients]</i>

<p>Paragraphe 2 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règles des courtiers membres de l'OCRCVM prévoyant les obligations en matière de présentation de l'information sur la relation semblables à celles du projet de modèle de relation client-conseiller de l'OCRCVM, publié pour consultation le 7 janvier 2011; <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>L'OCRCVM n'a pas encore attribué de numéro à la règle sur l'information sur la relation de son projet de modèle de relation client-conseiller. Nous renverrons à cette règle par son numéro lorsque celui-ci lui aura été attribué.</p> </div> <ol style="list-style-type: none"> 2. Règle 29.8 des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres; 4. Règle 200.1(h) des Règles des courtiers membres; 5. Règle 1300.1(p) des Règles des courtiers membres [<i>Convenance en général</i>]; 6. Règle 1300.1(q) des Règles des courtiers membres [<i>Évaluation de la convenance requise en cas de formulation de recommandations</i>]; 7. Règle 1300.2 des Règles des courtiers membres; 8. Règle 2500B, partie 4 des Règles des courtiers membres [<i>Procédures/normes relatives au traitement des plaintes</i>]
<p>article 14.6 [<i>Garde des actifs des clients en fiducie</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres
<p>article 14.8 [<i>Titres faisant l'objet d'un contrat de garde</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.2A des Règles des courtiers membres 2. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne [<i>Garde des titres des clients</i>]
<p>article 14.9 [<i>Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 17.3A des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres
<p>article 14.12 [<i>Contenu et transmission de l'avis d'exécution</i>]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 200.1(h) des Règles des courtiers membres

« ANNEXE H

DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE L'ACFM

(article 9.4)

Disposition du règlement	Disposition de l'ACFM
article 12.1 [Obligations en matière de capital]	1. Règle 3.1.1 [Niveaux minimums]; 2. Règle 3.1.2 [Avis]; 3. Règle 3.2.2 [Capital du membre]; 4. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers; 5. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 2 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Suffisance du capital]
article 12.2 [Convention de subordination – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières]	1. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers, État F [État de l'évolution des emprunts subordonnés]; 2. Trousse d'adhésion – Annexe I (Convention de subordination de prêt)
article 12.3 [Assurance – courtier]	1. Règle 4.1 [Police d'assurance des institutions financières]; 2. Règle 4.4 [Montants exigés]; 3. Règle 4.5 [Restrictions]; 4. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 3 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Assurances]
article 12.6 [Cautionnement ou assurance global]	1. Règle 4.7 [Polices d'assurance globale]
article 12.7 [Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières]	1. Règle 4.2 [Avis de résiliation]; 2. Règle 4.3 [Résiliation ou annulation]
article 12.10 [États financiers annuels]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]; 2. Règle 3.5.2 [États financiers combinés]; 3. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers
article 12.11 [Information financière intermédiaire]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]; 2. Règle 3.5.2 [États financiers combinés]; 3. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers
article 12.12 [Transmission de l'information financière – courtier]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]
article 13.3 [Convenance au client]	1. Règle 2.2.1 [Connaissance du client]; 2. Principe directeur n°2 [Normes minimales de surveillance des comptes]

article 13.12 [Restriction en matière de prêts aux clients]	1. Règle 3.2.1 [Prêts aux clients et marge]; 2. Règle 3.2.3 [Avance de fonds relativement au produit de rachat de titres d'organismes de placement collectif]
article 13.13 [Mise en garde concernant le recours à un emprunt]	1. Règle 2.6 [Emprunt pour l'achat de titres]
article 13.15 [Traitement des plaintes]	1. Règle 2.11 [Plaintes] 2. Principe directeur n°3 [Traitement des plaintes, enquêtes du personnel de supervision et discipline interne]; 3. Principe directeur n°6 [Exigences en matière de déclaration de renseignements]
Paragraphe 2 de l'article 14.2 [Information sur la relation]	1. Règle 2.2.5 [Information sur la relation]
article 14.6 [Garde des actifs des clients en fiducie]	1. Règle 3.3.1 [Généralités]; 2. Règle 3.3.2 [Espèces]; 3. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]
article 14.8 [Titres faisant l'objet d'un contrat de garde]	1. Règle 3.3.3 [Titres]; 2. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]
article 14.9 [Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde]	1. Règle 3.3.3 [Titres]
article 14.12 [Contenu et transmission de l'avis d'exécution]	1. Règle 5.4.1 [Remise des avis d'exécution]; 2. Règle 5.4.2 [Programmes de paiement automatique]; 3. Règle 5.4.3 [Contenu]

»

6. Le présent règlement entre en vigueur le 28 février 2012.

57060

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

1. L'article 3.16 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispense d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* est modifié par l'addition, après le dernier paragraphe, des suivants :

« Nous nous attendons à ce que les personnes physiques inscrites comme représentants de courtiers qui sont membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM se conforment aux règlements intérieurs, règles, règlements et politiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM, selon le cas (les « dispositions des OAR »). Ces personnes physiques ne peuvent se prévaloir des dispenses prévues à l'article 3.16, sauf si elles se conforment aux dispositions des OAR correspondantes qui sont précisées dans le règlement. Nous considérons la conformité aux procédures, interprétations, avis, bulletins et pratiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM comme étant pertinente pour juger de la conformité aux dispositions des OAR.

« À cet égard, la personne physique qui est dispensée d'une disposition des OAR et se conforme aux conditions de la dispense serait considérée comme s'étant conformée à cette disposition. ».

2. L'article 9.4 de cette instruction générale est modifié par l'addition, après le dernier paragraphe, des suivants :

« Nous nous attendons à ce que les sociétés inscrites qui sont membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM se conforment aux règlements intérieurs, règles, règlements et politiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM, selon le cas (les « dispositions des OAR »). Ces sociétés ne peuvent se prévaloir des dispenses prévues à la partie 9, sauf si elles se conforment aux dispositions des OAR correspondantes qui sont précisées dans le règlement. Nous considérons la conformité aux procédures, interprétations, avis, bulletins et pratiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM comme étant pertinente pour juger de la conformité aux dispositions des OAR.

« À cet égard, la société qui est dispensée d'une disposition des OAR et se conforme aux conditions de la dispense serait considérée comme s'étant conformée à cette disposition. ».

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligationsⁱ

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

The Authority is also publishing in the Bulletin the amendments to the *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

Notice of Publication

The regulation, which was made by the Authority on January 18, 2012, has received ministerial approval as required and will come into force on February 28, 2012. The amendments to the Policy Statement will also come into force on this date.

The Ministerial Order approving the Regulations was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated February 22, 2012, and is also published hereunder.

February 24, 2012

ⁱ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

- (1) 4% for the 2012 fiscal year;
- (2) 8% for the 2013 fiscal year;
- (3) 12% for the 2014 fiscal year;
- (4) 15% for every following fiscal year.”.

2. The following is added after section 5.1:

“**5.2.** Where the amount of the contribution of the municipality established under section 1.1 is revised under section 5.1, the amount established under section 1.2 is revised using the formula provided for in section 1.2 with the following modification:

B = the amount of the revised contribution of the municipality established under section 5.1.

If the amount calculated under the first paragraph is less than zero, it is deemed to be equal to zero.

An amount equal to the difference between the amount calculated under the first paragraph and the amount calculated under section 1.2 is added to or subtracted from the contribution for the following municipal fiscal year, as the case may be. If the municipality no longer receives police services after 1 January of that fiscal year and the amount cannot be added to or subtracted from the contribution, the amount is claimed from or refunded to the municipality, as the case may be. In no case does that amount bear interest.

5.3. Where the amount of the contribution of the municipality established under section 1.1 is revised under section 5.1, the amount established under section 1.3 is revised using the following formula:

$A \times B$

A = 4% for the 2012 fiscal year;
8% for the 2013 fiscal year;
12% for the 2014 fiscal year;
15% for every following fiscal year;

B = the amount of the revised contribution of the municipality established under section 5.1.

An amount equal to the difference between the amount calculated under the first paragraph and the amount calculated under section 1.3 is added to or subtracted from the contribution for the following municipal fiscal year, as the case may be. If the municipality no longer receives police services after 1 January of that fiscal year and the amount cannot be added to or subtracted

from the contribution, the amount is claimed from or refunded to the municipality, as the case may be. In no case does that amount bear interest.”.

3. Section 10 is amended by inserting “, increased, if applicable, by the amount calculated under section 1.2 or 1.3, as the case may be,” after “1.1”.

4. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

1911

M.O., 2012

Order number V-1.1-2012-01 of the Minister for Finance dated 2 February 2012

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)

CONCERNING Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

WHEREAS subparagraphs 11 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS Order in Council no. 930-2011 of September 14, 2011 concerning the Minister for Finance provides that the Minister for Finance exercises, under the supervision of the Minister of Finance, the functions for the application of the Securities Act;

WHEREAS the Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations has been approved by Ministerial Order no. 2009-04 dated September 9, 2009 (2009, *G.O.* 2, 3309A);

WHEREAS there is cause to amend this regulation;

WHEREAS the draft Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 8, no. 19 of May 13, 2011;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on January 18, 2012, by the decision no. 2012-PDG-0003, Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister for Finance approves without amendment Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations appended hereto.

2 February 2012

ALAIN PAQUET,
Minister for Finance

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (R.R.Q., c. V-1.1, r. 10) is amended:

(1) by inserting, after the definition of the expression "IIROC", the following:

"“IIROC Provision” means a by-law, rule, regulation or policy of IIROC named in Appendix G, as amended from time to time;”;

(2) by inserting, after the definition of the expression "MFDA", the following:

"“MFDA Provision” means a by-law, rule, regulation or policy of the MFDA named in Appendix H, as amended from time to time;”.

2. Section 3.16 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

"(1.1) Subsection (1) only applies to a registered individual who is a dealing representative of a member of IIROC in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (c) if the registered individual complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

"(2.1) Subsection (2) only applies to a registered individual who is a dealing representative of a member of the MFDA in respect of a requirement specified in paragraphs (2)(a) or (b) if the registered individual complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”.

3. Section 9.3 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

"(1.1) Subsection (1) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (q) if the registered firm complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

"(2.1) Subsection (2) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (2)(a) to (m) if the registered firm complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”.

4. Section 9.4 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

"(1.1) Subsection (1) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (q) if the registered firm complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

"(2.1) Subsection (2) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (2)(a) to (k) if the registered firm complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”.

5. The Regulation is amended by adding, after Appendix F, the following:

“APPENDIX G**EXEMPTIONS FROM CERTAIN REQUIREMENTS FOR IIROC MEMBERS**

(Section 9.3)

Regulation 31-103 Provision	IIROC Provision
section 12.1 [<i>capital requirements</i>]	1. Dealer Member Rule 17.1; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i> - Part I, Statement B, “Notes and Instructions”
section 12.2 [<i>notifying the regulator of a subordination agreement</i>]	1. Dealer Member Rule 5.2; and 2. Dealer Member Rule 5.2A
section 12.3 [<i>insurance – dealer</i>]	1. Dealer Member Rule 400.2 [<i>Financial Institution Bond</i>]; 2. Dealer Member Rule 400.4 [<i>Amounts Required</i>]; and 3. Dealer Member Rule 400.5 [<i>Provisos with respect to Dealer Member Rules 400.2, 400.3 and 400.4</i>]
section 12.6 [<i>global bonding or insurance</i>]	1. Dealer Member Rule 400.7 [<i>Global Financial Institution Bonds</i>]
section 12.7 [<i>notifying the regulator of a change, claim or cancellation</i>]	1. Dealer Member Rule 17.6; 2. Dealer Member Rule 400.3 [<i>Notice of Termination</i>]; and 3. Dealer Member Rule 400.3B [<i>Termination or Cancellation</i>]
section 12.10 [<i>annual financial statements</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i>
section 12.11 [<i>interim financial information</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i>
section 12.12 [<i>delivering financial information – dealer</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]

subsection 13.2(3) [<i>know your client</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 1300.1(a)-(n) [<i>Identity and Creditworthiness</i>]; 2. Dealer Member Rule 1300.2; 3. Dealer Member Rule 2500, Section II [<i>Opening New Accounts</i>]; and 4. Form 2 <i>New Client Application Form</i>
section 13.3 [<i>suitability</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 1300.1(o) [<i>Business Conduct</i>]; 2. Dealer Member Rule 1300.1(p) [<i>Suitability Generally</i>]; 3. Dealer Member Rule 1300.1(q) [<i>Suitability Determination Required When Recommendation Provided</i>]; 4. Dealer Member Rule 1300.1(r) and Dealer Member Rule 1300.1(s) [<i>Suitability Determination Not Required</i>]; 5. Dealer Member Rule 1300.1(t) [<i>Corporation Approval</i>]; 6. Dealer Member Rule 2700, Section I [<i>Customer Suitability</i>]; and 7. Dealer Member Rule 3200 [<i>Minimum Requirements for Dealer Members Seeking Approval Under Rule 1300.1(t) for Suitability Relief for Trades not Recommended by the Member</i>]
section 13.12 [<i>restriction on lending to clients</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 100 [<i>Margin Requirements</i>]
section 13.13 [<i>disclosure when recommending the use of borrowed money</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 29.26
section 13.15 [<i>handling complaints</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 2500B [<i>Client Complaint Handling</i>]; and 2. Dealer Member Rule 2500, Section VIII [<i>Client Complaints</i>]

<p>subsection 14.2(2) [relationship disclosure information]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rules of IIROC that set out the requirements for relationship disclosure information similar to those contained in IIROC's Client Relationship Model proposal, published for comment on January 7, 2011; <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>IIROC has not yet assigned a number to the relationship disclosure dealer member rule in its Client Relationship Model proposal. We will refer to the dealer member rule number when IIROC has assigned one.</p> </div> <ol style="list-style-type: none"> 2. Dealer Member Rule 29.8; 3. Dealer Member Rule 200.1(c); 4. Dealer Member Rule 200.1(h); 5. Dealer Member Rule 1300.1(p) [Suitability Generally]; 6. Dealer Member Rule 1300.1(q) [Suitability Determination Required When Recommendation Provided]; 7. Dealer Member Rule 1300.2; and 8. Dealer Member Rule 2500B, Part 4 [Complaint procedures / standards]
<p>section 14.6 [holding client assets in trust]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 17.3
<p>section 14.8 [securities subject to a safekeeping agreement]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 17.2A 2. Dealer Member Rule 2600 – Internal Control Policy Statement 5 [Safekeeping of Clients' Securities]
<p>section 14.9 [securities not subject to a safekeeping agreement]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 17.3; 2. Dealer Member Rule 17.3A; and 3. Dealer Member Rule 200.1(c)
<p>section 14.12 [content and delivery of trade confirmation]</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dealer Member Rule 200.1(h)

“APPENDIX H
EXEMPTIONS FROM CERTAIN REQUIREMENTS FOR MFDA MEMBERS
 (Section 9.4)

Regulation 31-103 Provision	MFDA Provision
section 12.1 [capital requirements]	1. Rule 3.1.1 [Minimum Levels]; 2. Rule 3.1.2 [Notice]; 3. Rule 3.2.2 [Member Capital] ; 4. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report; and 5. Policy No. 4 [Internal Control Policy Statements – Policy Statement 2: Capital Adequacy]
section 12.2 [notifying the regulator of a subordination agreement]	1. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report, Statement F [Statement of Changes in Subordinated Loans]; and 2. Membership Application Package – Schedule I (Subordinated Loan Agreement)
section 12.3 [insurance – dealer]	1. Rule 4.1 [Financial Institution Bond]; 2. Rule 4.4 [Amounts Required]; 3. Rule 4.5 [Provisos]; and 4. Policy No. 4 [Internal Control Policy Statements – Policy Statement 3: Insurance]
section 12.6 [global bonding or insurance]	1. Rule 4.7 [Global Financial Institution Bonds]
section 12.7 [notifying the regulator of a change, claim or cancellation]	1. Rule 4.2 [Notice of Termination]; and 2. Rule 4.3 [Termination or Cancellation]
section 12.10 [annual financial statements]	1. Rule 3.5.1 [Monthly and Annual]; 2. Rule 3.5.2 [Combined Financial Statements]; and 3. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report
section 12.11 [interim financial information]	1. Rule 3.5.1 [Monthly and Annual]; 2. Rule 3.5.2 [Combined Financial Statements]; and 3. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report
section 12.12 [delivering financial information – dealer]	1. Rule 3.5.1 [Monthly and Annual]
section 13.3 [suitability]	1. Rule 2.2.1 [“Know-Your-Client”]; and 2. Policy No. 2 [Minimum Standards for Account Supervision]
section 13.12 [restriction on lending to clients]	1. Rule 3.2.1 [Client Lending and Margin]; and 2. Rule 3.2.3 [Advancing Mutual Fund Redemption Proceeds]
section 13.13 [disclosure when recommending the use of borrowed money]	1. Rule 2.6 [Borrowing for Securities Purchases]

section 13.15 <i>[handling complaints]</i>	1. Rule 2.11 <i>[Complaints]</i> 2. Policy No. 3 <i>[Complaint Handling, Supervisory Investigations and Internal Discipline]</i> ; and 3. Policy No. 6 <i>[Information Reporting Requirements]</i>
subsection 14.2(2) <i>[relationship disclosure information]</i>	1. Rule 2.2.5 <i>[Relationship Disclosure]</i>
section 14.6 <i>[holding client assets in trust]</i>	1. Rule 3.3.1 <i>[General]</i> ; 2. Rule 3.3.2 <i>[Cash]</i> ; and 3. Policy No. 4 <i>[Internal Control Policy Statements – Policy Statement 4: Cash and Securities, and Policy Statement 5: Segregation of Clients' Securities]</i>
section 14.8 <i>[securities subject to a safekeeping agreement]</i>	1. Rule 3.3.3 <i>[Securities]</i> ; and 2. Policy No. 4 <i>[Internal Control Policy Statements – Policy Statement 4: Cash and Securities, and Policy Statement 5: Segregation of Clients' Securities]</i>
section 14.9 <i>[securities not subject to a safekeeping agreement]</i>	1. Rule 3.3.3 <i>[Securities]</i>
section 14.12 <i>[content and delivery of trade confirmation]</i>	1. Rule 5.4.1 <i>[Delivery of Confirmations]</i> ; 2. Rule 5.4.2 <i>[Automatic Payment Plans]</i> ; and 3. Rule 5.4.3 <i>[Content]</i>

”

6. This Regulation comes into force on February 28, 2012.

1905

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103
RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING
REGISTRANT OBLIGATIONS**

1. Section 3.16 of *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* is amended by adding, after the last paragraph, the following:

“We expect registered individuals who are dealing representatives of IIROC or MFDA members to comply with the by-laws, rules, regulations and policies of IIROC or the MFDA, as applicable (SRO provisions). These individuals cannot rely on the exemptions in section 3.16 unless they are complying with the corresponding SRO provisions specified in Regulation 31-103. We regard compliance with IIROC or MFDA procedures, interpretations, notices, bulletins and practices as relevant to compliance with the applicable SRO provisions.

“For these purposes, an individual that has an exemption from an SRO provision and complies with the terms of that exemption would be considered to have complied with that SRO provision.”.

2. Section 9.4 of the *Policy Statement* is amended by adding, after the last paragraph, the following:

“We expect registered firms that are members of IIROC or the MFDA to comply with the by-laws, rules, regulations and policies of IIROC or the MFDA, as applicable (SRO provisions). These firms cannot rely on the exemptions in Part 9 unless they are complying with the corresponding SRO provisions specified in Regulation 31-103. We regard compliance with IIROC or MFDA procedures, interpretations, notices, bulletins and practices as relevant to compliance with the applicable SRO provisions.

“For these purposes, a firm that has an exemption from an SRO provision and complies with the terms of that exemption would be considered to have complied with that SRO provision.”.